

420672/36 491

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER**

P

ORDRE GÉNÉRAL N° 28

Paris, le 28 décembre 1939.

DEL.
COL.

Nm.
42

II

C.C. P. 9

Le présent tirage annule et remplace celui du 25 septembre 1939.

SITUATION DES AGENTS DU CADRE PERMANENT DE LA S. N. C. F. PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Suspension de l'avancement

Article 1^{er}.

Pendant la durée d'application du présent Ordre Général, tout agent conservera, sauf rétrogradation, l'échelon et l'échelle qu'il avait au 1^{er} septembre 1939.

Suspension du recrutement

Article 2.

L'admission d'agents dans le cadre permanent est suspendue. Toutefois, les apprentis ayant terminé leur apprentissage et remplissant les conditions pour être admis dans le cadre permanent pourront être admis comme « mineurs » dans les mêmes conditions qu'en temps de paix.

RÉGIMES APPLICABLES AUX AGENTS MOBILISÉS

Article 3.

Les agents qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif et qui sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux bénéficient de l'un des deux régimes suivants :

I. — 1^{er} Régime

Ce régime est applicable aux agents mariés, ainsi qu'aux agents célibataires, veufs ou divorcés ayant une ou plusieurs personnes à leur charge, en considérant comme à charge les personnes appartenant à la catégorie B-I de l'Annexe I au Règlement concernant les facilités de circulation ainsi que les pères, mères et filles célibataires majeures demeurant chez l'agent d'une manière permanente et ayant un revenu au plus égal à 650 frs par mois et par intéressé.

Les Officiers, Sous-Officiers et Soldats bénéficient d'une allocation spéciale mensuelle égale à la différence entre leur rémunération civile nette et leur solde militaire nette.

Des instructions d'application définiront le mode de calcul de la rémunération civile nette et de la solde militaire nette.

II. — 2^e Régime

Ce régime est applicable aux agents autres que ceux visés ci-dessus.

Ces agents reçoivent une allocation spéciale mensuelle égale à la moitié de celle prévue au régime précédent.

III. — Dispositions communes aux deux catégories d'agents mobilisés.

Les agents mobilisés restent, pendant la durée de leur mobilisation, affiliés à la Caisse des Retraites ainsi qu'aux Caisses de Prévoyance auxquelles ils étaient affiliés lors de leur mobilisation.

Les allocations spéciales mensuelles définies ci-dessus sont nettes de retenues pour les Caisses de Retraites ou de Prévoyance.

Les agents mobilisés continuent à bénéficier pour leurs familles :

1^o — de l'économat;

2^o — des fournitures de combustibles à prix spécial.

Leur régime de facilités de circulation et celui de leur famille sont les mêmes que ceux des agents restés en service et de leur famille.

Article 4.

Une décision du Directeur Général notifiée à l'agent intéressé peut, pour motif grave, supprimer ou suspendre temporairement l'attribution de l'allocation.

AGENTS EN DISPONIBILITÉ MOBILISÉS

Article 5.

Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux agents qui étaient en congé de disponibilité le 24 août 1939, sauf en ce qui concerne les agents qui étaient en disponibilité par application des décrets du 28 janvier 1939 pour être détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.

DÉLÉGATIONS DE SOLDE

Article 6.

En dehors des délégations de solde qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire conformément aux règlements existants, les agents de la S.N.C.F. peuvent donner délégation de toucher tout ou partie de l'allocation définie à l'article 3 dans les conditions fixées par des instructions d'application.

RÉMUNÉRATION DES AGENTS MAINTENUS EN SERVICE

Article 7.

Les agents de la S.N.C.F. maintenus en service ne peuvent recevoir, en dehors des remboursements de frais ou des primes de rendement, d'autres émoluments que ceux prévus par le Fascicule des Conditions de Rémunération, complétés par ceux qui seront fixés par les Circulaires d'application ainsi que par l'indemnité spéciale temporaire et les allocations pour charges de famille.

Est suspendue l'application des dispositions contenues dans les chapitres VIII (heures supplémentaires) et IX (travail effectué exceptionnellement en dehors des heures réglementaires) du Livre I et des dispositions correspondantes des Livres II, III et IV du Fascicule des Conditions de Rémunération.

Les agents recevront, pour les heures supplémentaires, les rémunérations qui seront fixées dans l'arrêté ministériel prévu par l'article 5 du décret du 6 octobre 1939 relatif au régime de travail.

Le régime des indemnités de déplacement et des indemnités de changement de résidence est maintenu, en principe, sous réserve des modifications apportées par l'Instruction Générale — Série Personnel N° 24.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.